

UCANSS



**la sécurité
sociale**

Agir avec vous

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

UCANSS_24 PA 27

**PRESTATIONS DE RESTAURATION COLLECTIVE ALTERNATIVE
AU BÉNÉFICE DU PERSONNEL DE L'UCANSS**

SOMMAIRE

SECTION 1 - POUVOIR ADJUDICATEUR - PARTIES CONTRACTANTES.....	4
1.1 Nom et adresse du pouvoir adjudicateur.....	4
1.2 Parties contractantes	4
SECTION 2 - PROCÉDURE.....	4
SECTION 3 - PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ.....	4
SECTION 4 - OBJET, ALLOTISSEMENT, FORME ET DURÉE DU MARCHÉ.....	5
4.1 Objet du marché	5
4.2 Allotissement	5
4.3 Forme du marché	5
4.4 Durée du marché	5
SECTION 5 - MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	6
5.1. Prestation de mise à disposition d'un distributeur/réfrigérateur connecté.....	6
5.2. Prestation de location et de maintenance du distributeur/réfrigérateur connecté	7
5.3. Prestation de livraison de denrées alimentaires	7
SECTION 6 - CONDITIONS GÉNÉRALES D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	7
6.1 Modalités concernant le contenu des prestations	7
6.2 Modalités concernant les délais d'exécution	7
6.4 Modalités de pilotage et de suivi des prestations.....	8
6.5 Statut du personnel du Titulaire intervenant sur site.....	9
6.6 Personnel assurant les livraisons	10
6.7 Modalités de remplacement de l'interlocuteur privilégié du Titulaire auprès de l'UCANSS.....	10
6.7 Modalités de remplacement de personnel affecté à la réalisation des prestations	10
SECTION 7 - OBLIGATIONS GÉNÉRALES DES PARTIES.....	11
7.1 Obligations du Titulaire	11
7.2 Obligations de l'UCANSS	11
SECTION 8 - VÉRIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS.....	11
SECTION 9 - PRIX DU MARCHÉ ET RÉVISION.....	12
9.1 Forme des prix	12
9.2 Contenu des prix	12
9.3 Révision des prix	13
SECTION 10 - MODALITÉS DE FACTURATION ET DE PAIEMENT.....	14
10.1 Modalités de facturation.....	14
10.2 Modalités de transmission des factures par Chorus pro.....	15

10.3 Modalités de paiement – intérêts moratoires.....	15
SECTION 11 - RÉCLAMATIONS	16
SECTION 12 - PÉNALITÉS APPLICABLES	16
12.1 Dispositions générales.....	16
12.2 Pénalités en cas de retard dans l'exécution des prestations	16
12.3 Pénalités pour cause imputable à l'UCANSS	17
12.4 Pénalités pour travail dissimulé.....	17
12.5 Pénalités en cas de méconnaissance de la réglementation en matière de protection des données personnelles	18
12.6 Non-exonération de pénalités	18
SECTION 13 - DISPOSITIONS RELATIVES À LA SOUS-TRAITANCE	18
SECTION 14 - CLAUSES D'EXÉCUTION FINANCIÈRE	20
14.1 Retenue de garantie.....	20
14.2 Avances.....	20
14.3 Acomptes	20
SECTION 15 - CESSIION OU NANTISSEMENT DE CRÉANCES.....	21
SECTION 16 - CHANGEMENT DE SITUATION DU TITULAIRE	21
16.1 Dispositions générales.....	21
16.2 Changement sans création d'une nouvelle personne morale ou physique	21
16.3 Changement entraînant la création d'une nouvelle personne morale ou physique.....	21
SECTION 17 - MODIFICATION DU MARCHÉ.....	22
SECTION 18 - POURSUITE DES PRESTATIONS	22
SECTION 19 - SÉCURITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES	23
SECTION 20 - CONFIDENTIALITÉ	23
SECTION 21 - DEVOIR DE CONSEIL.....	24
SECTION 22 - RESPONSABILITÉ ET ASSURANCE	24
22.1 Responsabilité.....	24
22.2 Assurance.....	24
SECTION 23 - RÉGULARITÉ DE LA SITUATION FISCALE ET SOCIALE - DISPOSITIF DE VIGILANCE.....	25
SECTION 24 - LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULÉ	26
SECTION 25 - PRESTATIONS SIMILAIRES	26
SECTION 26 - RÉSILIATION DU MARCHÉ	26
26.1 Résiliation aux torts du Titulaire.....	26
26.2 Résiliation du marché dans le cas de circonstances particulières	27
26.3 Résiliation du marché en cas de difficultés d'exécution	27
26.4 Résiliation pour motif d'intérêt général.....	27
SECTION 27 - DROIT, LANGUE ET MONNAIE.....	28
SECTION 28 - LITIGES ET CONTENTIEUX.....	28
SECTION 29 - DÉROGATIONS AU C.C.A.G.-F.C.S.	28



SECTION 1 - POUVOIR ADJUDICATEUR - PARTIES CONTRACTANTES

1.1 Nom et adresse du pouvoir adjudicateur

Union des Caisses Nationales de Sécurité Sociale (UCANSS)
Représentée par sa Directrice, Madame Isabelle BERTIN, ou par son représentant le Directeur délégué, Monsieur Jean-Charles GILLET, ou personne habilitée à le représenter.

Domiciliation :
6 rue Elsa Triolet
93100 MONTREUIL

Profil acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

1.2 Parties contractantes

Les parties contractantes du marché sont :

- d'une part : l'UCANSS, représentée par sa Directrice, Madame Isabelle BERTIN, et en son absence ou empêchement par son Directeur Délégué, Monsieur Jean-Charles GILLET ;
- d'autre part : l'opérateur économique dans le présent C.C.A.P. par l'expression « le Titulaire ».

SECTION 2 - PROCÉDURE

La procédure de consultation utilisée est la procédure adaptée, en application des dispositions des articles L. 2123-1-1° et R. 2123-1-1° du Code de la commande publique.

SECTION 3 - PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du C.C.A.G.-F.C.S., les pièces contractuelles du marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

Pièces particulières :

- l'ATTRI1 (acte d'engagement) dûment complété et signé ;
- le Bordereau de prix incluant un Devis Quantitatif Estimatif (DQE) publié mais non contractuel (annexe 1 de l'ATTRI1) remis après négociations si elles ont lieu, dont l'exemplaire conservé par l'UCANSS fait seul foi ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.), dont l'exemplaire conservé par l'UCANSS fait seul foi ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.), dont l'exemplaire conservé par l'UCANSS fait seul foi ;
- le cadre de réponse technique (CRT, annexe 2 de l'ATTRI1) remis après négociations si elles ont lieu, apportant des précisions et des compléments sur le document remis initialement sans y contrevenir, dont l'exemplaire conservé par l'UCANSS fait seul foi ;



- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché, dont les exemplaires conservés par l'UCANSS font seuls foi.

Pièces générales :

- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (C.C.A.G.-F.C.S.) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 et publié au JORF n°0078 du 1^{er} avril 2021 (document non joint au marché mais réputé connu des parties) ;
- le Code de la commande publique.

En cas de contradiction ou de différence entre les documents constitutifs du marché, ces documents prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés.

Aucune réserve qui serait apportée aux pièces désignées ci-dessus lors de la remise de l'offre puis durant l'exécution du marché n'est admise. Le Titulaire s'engage à respecter toutes les stipulations incluses dans les documents contractuels du marché.

Si le Titulaire joint à son offre des conditions générales de vente, celles-ci ne s'appliquent que pour autant qu'elles ne contreviennent pas aux clauses prévues par le marché et ne peuvent en aucun cas se substituer aux conditions contractuelles de ce dernier qui seules font foi.

Les dérogations au C.C.A.G.-F.C.S. sont précisées à la dernière section du présent C.C.A.P.

SECTION 4 - OBJET, ALLOTISSEMENT, FORME ET DURÉE DU MARCHÉ

4.1 Objet du marché

Le marché a pour objet des prestations de restauration collective alternative au bénéfice du personnel de l'UCANSS.

Les conditions techniques des prestations sont définies dans le C.C.T.P.

4.2 Allotissement

En application de l'article L. 2113-11 du Code de la commande publique, les prestations, objet du marché, ne sont pas alloties. La dévolution en lots séparés n'est pas envisageable en raison de la nature intrinsèque des prestations qui sont indissociables les unes des autres. Par ailleurs, le sourcing réalisé démontre que les entreprises capables de répondre disposent des compétences nécessaires pour assurer la globalité des prestations.

4.3 Forme du marché

Il s'agit d'un marché ordinaire.

4.4 Durée du marché

Le marché est conclu pour une période ferme d'un (1) an à compter à compter de sa notification matérialisée par la date de réception électronique de la copie du marché adressée au Titulaire. Il est reconductible tacitement trois (3) fois pour une nouvelle période d'un (1) an.



Si l'UCANSS décide de ne pas renouveler le marché, elle en informera le Titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de deux mois avant la date anniversaire du marché.

Le Titulaire du marché ne pourra refuser la reconduction, ni prétendre au versement d'une quelconque indemnité en cas de non-reconduction.

SECTION 5 - MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

5.1. Prestation de mise à disposition d'un distributeur/réfrigérateur connecté

5.1.1 Modalités de commande

Le distributeur/réfrigérateur connecté à livrer et à installer donnera lieu à l'établissement d'un ordre de service qui mentionnera :

- la référence et l'intitulé du marché ;
- le prix global et forfaitaire de l'ensemble de l'équipement à livrer et à installer ;
- le lieu de livraison ;
- la date limite de livraison et d'installation du distributeur/réfrigérateur connecté.

L'ordre de service sera adressé au Titulaire par email.

Le Titulaire devra être en mesure de réaliser la livraison et l'installation de l'équipement décrit dans le C.C.T.P. à la date mentionnée dans l'ordre de service.

La livraison « partielle » est refusée, le distributeur/réfrigérateur connecté devant impérativement être livré et installé en une seule fois.

Le Titulaire devra confirmer la livraison au responsable du site au plus tard 7 jours avant la date de livraison du réfrigérateur.

5.1.2 Lieu de livraison

La livraison du distributeur/réfrigérateur connecté est effectuée à l'adresse suivante :

6 rue Elsa TRIOLET
93100 MONTREUIL.

L'adresse de livraison sera rappelée dans l'ordre de service.

Toute livraison égarée du fait du non-respect de l'adresse de livraison reste à la charge du Titulaire et ne pourra être facturée à l'UCANSS.

5.1.3 Conditions de livraison

Le distributeur/réfrigérateur connecté livré devra être conforme aux stipulations techniques et financières du marché.

En application de l'article 20.2 du C.C.A.G.-F.C.S., la qualité des emballages doit être appropriée aux conditions et modalités de transport. Elle est de la responsabilité du Titulaire. Les emballages restent la propriété du Titulaire.



Conformément à l'article 20.3 du C.C.A.G.-F.C.S., le transport s'effectue sous la responsabilité du Titulaire, jusqu'au lieu de livraison. Le conditionnement, le chargement, l'arrimage et le déchargement sont effectués sous sa responsabilité.

Toute détérioration sur le lieu de livraison, du fait de l'exécution de la prestation sera prise en charge par le Titulaire.

Le distributeur/réfrigérateur connecté livré par le Titulaire doit être accompagné d'un bon de livraison indiquant :

- le nom du Titulaire du marché et son adresse ;
- la date de livraison ;
- la nature de la livraison ;
- les caractéristiques essentielles du distributeur/réfrigérateur connecté.

La livraison du distributeur/réfrigérateur connecté est constatée par la délivrance d'un récépissé au Titulaire ou par la signature d'un double du bon de livraison.

5.1.4 Cas d'impossibilité de disposer des locaux

Les locaux devant accueillir le distributeur/réfrigérateur connecté, seront mis à la disposition du Titulaire, par une personne habilitée de l'UCANSS.

Dans l'hypothèse où les locaux ne seraient pas mis à la disposition du Titulaire, à la date indiquée sur l'ordre de service, pour la livraison et l'installation du distributeur/réfrigérateur connecté, celles-ci seraient reportées, d'un nombre de jours égal au nombre de jours de retard de mise à disposition des locaux. La conservation du distributeur/réfrigérateur connecté en attente de livraison ne saura, en aucun cas, faire l'objet d'une facturation au titre des frais de stockage.

5.2. Prestation de location et de maintenance du distributeur/réfrigérateur connecté

La prestation de location du matériel débutera le jour de l'installation du distributeur/réfrigérateur connecté dans les locaux de l'UCANSS.

La prestation de location inclut la prestation de maintenance telle que décrite dans le C.C.T.P. et dans l'offre du Titulaire.

5.3. Prestation de livraison de denrées alimentaires

Cette prestation sera assurée par le Titulaire dès la livraison du distributeur/réfrigérateur connecté dans les locaux de l'UCANSS. Elle sera réalisée selon les stipulations du C.C.T.P. et l'offre proposée par le Titulaire.

SECTION 6 - CONDITIONS GÉNÉRALES D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

6.1 Modalités concernant le contenu des prestations

Le Titulaire s'engage à délivrer les prestations commandées, en quantité et qualité, dans le respect des modalités d'exécution fixées dans le marché.

6.2 Modalités concernant les délais d'exécution



6.2.2 Délais relatifs prestations

Le Titulaire s'engage, sous peine de pénalités prévues à la section 12, à respecter les délais d'exécution prévus dans le C.C.T.P. et dans son offre technique.

6.2.3 Prolongation des délais d'exécution

L'UCANSS pourra accorder une prolongation du délai d'exécution au Titulaire lorsqu'une cause n'engageant pas la responsabilité de ce dernier fait obstacle à l'exécution du marché dans les délais contractuels initiaux.

Pour pouvoir bénéficier de cette prolongation, le Titulaire doit informer par écrit l'UCANSS des causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans les délais contractuels et qui, selon lui, échappent à sa responsabilité. Il dispose à cet effet d'un délai de trois jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues.

L'UCANSS notifie par écrit au Titulaire sa décision dans le délai maximum de quatre jours à compter de la réception de la demande, sous réserve que le marché n'arrive pas à échéance avant la fin de ce délai.

Aucune demande de prolongation ne peut être présentée, après l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation.

Le délai ainsi prolongé a, pour l'application de la prestation, les mêmes effets que le délai contractuel.

Une prolongation du délai d'exécution ne peut en aucun cas entraîner une augmentation du coût de la prestation.

6.4 Modalités de pilotage et de suivi des prestations

6.4.1 Désignation d'un interlocuteur privilégié du Titulaire auprès de l'UCANSS

Le Titulaire désigne dans son offre méthodologique un représentant qui est l'interlocuteur privilégié de l'UCANSS pour l'ensemble des questions contractuelles et opérationnelles. Celui-ci a autorité pour régler toute difficulté liée à l'exécution des prestations. Il représente le Titulaire dans toutes les réunions où il est convié dans le cadre de l'exécution du marché et du contrôle des prestations.

Le nom et les coordonnées (courriel, téléphone...) de cette personne sont communiqués à l'UCANSS au démarrage du marché.

Le Titulaire s'engage à informer ses interlocuteurs à l'UCANSS de toute modification de la réglementation, de la norme en vigueur.

6.4.2 Réunion de lancement

Dès la notification du marché, une réunion de lancement se tiendra à l'UCANSS en présence des représentants du Titulaire et des représentants de l'UCANSS.

Cette réunion a pour objectif de confirmer le calendrier de mise en place du dispositif et les modalités opérationnelles d'exécution des prestations.



Cette réunion pourra se tenir en présentiel ou en distanciel, selon la convenance du prestataire.

6.4.3 Réunion de suivi des prestations

Les réunions de suivi sont organisées par l'UCANSS à minima une fois par an. Elles permettent d'échanger sur l'exécution du marché et plus particulièrement de :

- dresser le bilan de l'année écoulée ;
- partager les points d'alerte sur les difficultés éventuellement rencontrées, du traitement des incidents et des actions à mener ;
- suivre les plans d'actions définis et échanger sur les optimisations possibles.

Dans le cadre de la réalisation des prestations attendues, des réunions peuvent être organisées ponctuellement soit à la demande de l'UCANSS, soit à la demande du Titulaire.

Ces réunions pourront se dérouler en présentiel ou en distanciel, selon la convenance du prestataire.

6.4.4 Contrôle des prestations par l'UCANSS

Tout au long de l'exécution du marché, l'UCANSS exerce un rôle de suivi et de contrôle de l'exécution des prestations.

A ce titre, l'UCANSS se réserve le droit d'émettre des observations et de faire des recommandations au Titulaire. Elle peut lui demander que ces observations ou recommandations soient prises en compte. Tout ajustement demandé au Titulaire par l'UCANSS est conforme aux prescriptions contractuelles.

Si le Titulaire entrave l'exercice du contrôle des prestations par l'UCANSS durant leur exécution ou refuse de prendre en compte les observations ou recommandations de l'UCANSS, il s'expose à la résiliation du marché à ses torts, conformément à la section 27 du présent C.C.A.P.

6.4.5 Reporting

Dans le cadre du suivi des prestations, il est demandé au Titulaire d'établir un rapport mensuel, envoyé par courriel avant le 15 du mois suivant, regroupant :

- le nombre de plats (entrée, plat, dessert, ...) consommés ;
- le montant total du mois.

6.5 Statut du personnel du Titulaire intervenant sur site

Il est expressément entendu que le personnel du Titulaire demeure, à tous les égards (législation du travail, complémentaire santé, congés payés, déplacements, accidents, maladie...), les salariés de ce dernier et demeurent placés sous son autorité même si les interventions ont lieu sur le site de l'UCANSS.

Le Titulaire s'engage à remplir seul ses obligations d'employeur vis-à-vis de son personnel ou des personnes extérieures qu'il estime devoir mobiliser comme intervenants, dans le cadre du présent marché.



6.6 Personnel assurant les livraisons

L'attention du Titulaire est attirée sur le fait que le personnel de l'UCANSS ne participe pas au processus de déchargement des livraisons. En conséquence, le Titulaire doit s'assurer que le personnel du service de livraison est suffisant et équipé pour assurer les livraisons.

Le Titulaire est tenu de respecter le règlement intérieur et les consignes de sécurité de l'UCANSS.

6.7 Modalités de remplacement de l'interlocuteur privilégié du Titulaire auprès de l'UCANSS

Le Titulaire est responsable de la bonne exécution des prestations ainsi que des personnels qu'il a désignés. Ceux-ci doivent assurer personnellement et intégralement la réalisation des prestations.

La bonne exécution des prestations dépendant de l'interlocuteur privilégié qui se trouve nommément désigné par le Titulaire, l'UCANSS peut demander, à tout moment, sur décision motivée le remplacement de celui-ci. Le Titulaire doit alors procéder à son remplacement dans un délai maximum de cinq jours ouvrés.

Sauf cas de force majeure, en cas de changement d'interlocuteur privilégié, le Titulaire en informe l'UCANSS avant cessation de ses fonctions moyennant un préavis de cinq jours ouvrés.

Tout remplacement d'interlocuteur privilégié s'effectue à compétence équivalente ou supérieure. La notion d'équivalence inclut l'expérience dans le domaine concerné.

6.8 Modalités de remplacement de personnel affecté à la réalisation des prestations

En cas d'indisponibilité, d'absence ou de départ d'une personne affectée à l'exécution des prestations, le Titulaire doit impérativement et immédiatement en aviser l'UCANSS et prendre toutes les dispositions nécessaires pour le remplacer afin que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

Tout changement ne pourra se faire que par une personne d'expérience et de compétence au moins équivalente et avec l'accord exprès de l'UCANSS. En cours d'exécution d'une prestation, l'UCANSS pourra demander le remplacement d'une personne mise à disposition par le Titulaire s'il estime que cette dernière ne remplit pas correctement sa mission.

Le Titulaire sera alors tenu de soumettre à l'UCANSS sous un délai de huit jours ouvrés un personnel de remplacement et organiser sa prise de fonction dans les cinq jours ouvrés après acceptation de l'UCANSS.

Le Titulaire fera son affaire du transfert de connaissance au nouvel intervenant. En aucun cas, le remplacement du personnel du Titulaire ne peut entraîner une modification des conditions d'exécution des prestations. Ainsi les prix et les délais d'exécution ne peuvent être modifiés.

Le Titulaire sera seul responsable du personnel qui demeure sous son contrôle et son autorité hiérarchique. A cet effet, le personnel du Titulaire remplit ses fonctions sous les seuls contrôle, direction et responsabilité du Titulaire.



SECTION 7 - OBLIGATIONS GÉNÉRALES DES PARTIES

7.1 Obligations du Titulaire

Le Titulaire a la responsabilité de fournir les prestations attendues en respectant les règles de l'art en vigueur ainsi que toutes les spécifications techniques.

Il doit également donner à l'UCANSS une visibilité suffisante sur le déroulement des prestations.

Le Titulaire s'engage à :

- réaliser les prestations dans les délais prévus ;
- assurer la gestion et le suivi des prestations objet du marché ;
- fournir les prestations attendues dans les délais contractuels prévus ;
- assumer une obligation générale de conseil, d'information, de recommandations et d'alerte envers l'UCANSS ;
- désigner un interlocuteur privilégié pour piloter le marché et coordonner les prestations ;
- faire part à l'UCANSS de tout élément majeur relatif au marché dans sa globalité, ou toute demande de prestation qui serait hors du périmètre du marché.

7.2 Obligations de l'UCANSS

L'UCANSS s'engage à effectuer le suivi du marché et à fournir au Titulaire les documents, renseignements et informations nécessaires à la compréhension des prestations qu'il doit réaliser.

L'UCANSS confère au Titulaire le droit d'accès dans ses locaux, sous réserve du respect des conditions de contrôle et de sécurité en vigueur dans l'établissement et des horaires d'ouverture et de présence applicables à ses agents.

SECTION 8 - VÉRIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS

L'émission de l'ordre de service vaut démarrage des prestations.

Conformément à l'article 27.2.2 du C.C.A.G.-F.C.S., le Titulaire avise l'UCANSS de la date à partir de laquelle les prestations pourront être présentées en vue de ces vérifications.

Par dérogation à l'article 27.3 du C.C.A.G.-F.C.S., le Titulaire n'est pas convoqué pour assister aux opérations de vérification.

La décision d'admission par l'UCANSS d'ajournement, de réfection ou de rejet des prestations écrits doit intervenir dans un délai de 2 jours, par dérogation à l'article 28.2 du C.C.A.G.-F.C.S.

Ces délais s'entendent en jours calendaires, ils courent à compter de la date de réception par l'UCANSS de la prestation à vérifier.

Lorsque l'UCANSS estime que des prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, elle peut décider d'ajourner l'admission des prestations par une décision motivée. Cette décision invite le Titulaire à présenter à nouveau les prestations mises au point, dans un délai de 2 jours par dérogation à l'article 30.2.1 du C.C.A.G.-F.C.S.

Le Titulaire doit faire connaître son acceptation dans un délai de 2 jours par dérogation à l'article 30.2.1 du C.C.A.G.-F.C.S., à compter de la notification de la décision d'ajournement.

En cas de refus du Titulaire ou de silence gardé par lui durant ce délai, l'UCANSS a le choix de prononcer l'admission des prestations avec réfaction ou de les rejeter, dans les conditions fixées aux articles 30.3 et 30.4 du C.C.A.G.-F.C.S., dans un délai de 3 jours courant à compter de la notification du refus du Titulaire ou de l'expiration du délai de 2 jours ci-dessus mentionné par dérogation à l'article 30.2.1 du C.C.A.G.-F.C.S.

Le silence gardé par l'UCANSS au-delà de ce délai de 3 jours vaut décision de rejet des prestations.

SECTION 9 - PRIX DU MARCHÉ ET RÉVISION

9.1 Forme des prix

Les prix applicables sont ceux figurant dans le Bordereau de prix en annexe de l'ATTRI1 (acte d'engagement) du marché.

Les prix du marché sont de trois ordres :

- le prix de la livraison et l'installation du distributeur/réfrigérateur connecté dans les locaux de l'UCANSS. Il s'agit d'un prix forfaitaire. Le paiement de ces prestations est à la charge de l'UCANSS.
- le prix de la location et de la maintenance du distributeur/réfrigérateur connecté. Il s'agit d'un prix forfaitaire mensuel. Le paiement de ces prestations est à la charge de l'UCANSS.
- les prix des denrées alimentaires. Il s'agit de prix unitaires. Le paiement de ces produits est à la charge des salariés de l'UCANSS. Le prestataire s'engage à ne proposer, pour les plats disponibles dans le distributeur/réfrigérateur connecté, aucun prix supérieur à ceux indiqués dans le Bordereau de prix.

Ces prix sont établis en euros hors taxes et toutes taxes comprises. Le taux de T.V.A. applicable est celui en vigueur à la date de réalisation des prestations.

Il ne peut être facturé aucun frais supplémentaire, qui n'aurait pas été mentionné dans le Bordereau de prix annexé à l'ATTRI1.

9.2 Contenu des prix

Les prix figurant dans le Bordereau de prix du Titulaire comprennent l'ensemble des frais supportés par le Titulaire pour l'exécution de ses prestations. Ils incluent notamment :

- les charges sociales, fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations ;
- tous les frais liés au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, au stockage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison du distributeur/réfrigérateur connecté et des denrées alimentaires ;
- les frais de déplacement ;
- les frais liés à la participation aux réunions en présentiel ou en distanciel ;
- les frais d'élaboration, de remise, de corrections éventuelles du rapport mensuel (reporting) ;
- les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

9.3 Révision des prix

► Prix de la location-maintenance du distributeur/réfrigérateur connecté

Le prix de location du distributeur/réfrigérateur connecté est révisé annuellement en application de la formule suivante :

Prix révisé = Prix initial du marché * CR

$CR = 0,90 * C1/C0 + 0,10$

où

C1 = indice CPF 77.3 - Location et location-bail d'autres machines, équipements et biens. Prix de base – Base 2021 – Données trimestrielles brutes – Identifiant 010766393. Dernière valeur connue et publiée à la date de la révision ;

C0 = indice CPF 77.3 - Location et location-bail d'autres machines, équipements et biens. Prix de base – Base 2021 – Données trimestrielles brutes – Identifiant 010766393 en vigueur le 1er jour du mois de calendrier qui précède celui de la signature de l'offre finale.

Le coefficient de révision des prix s'applique sur le prix forfaitaire de location-maintenance du distributeur/réfrigérateur connecté.

► Prix des plats vendus dans le distributeur/réfrigérateur connecté

Les prix unitaires des plats vendus dans le distributeur/réfrigérateur connecté sont révisés annuellement en application de la formule suivante :

Prix révisé = Prix initial du marché * CR

$CR = 0,35 * i1/I0 + 0,35 * IP/IP0 + 0,2 * IC/IC0 + 0,10$

où

i1 = indice CPF 56.29 - Autres services de restauration. Prix de marché – Base 2021 – Données trimestrielles brutes – Identifiant 010766559. Dernière valeur connue et publiée à la date de la révision. L'indice est consultable sur le site de l'Insee.

I0 = indice CPF 56.29 - Autres services de restauration. Prix de marché – Base 2021 – Données trimestrielles brutes – Identifiant 010766559 en vigueur le 1er jour du mois de calendrier qui précède celui de la signature de l'offre finale

IP = indice IPPAP - Indice des prix des produits agricoles à la production (IPPAP) - Indice général - Mensuelle - Base 100 en 2020 - Données brutes – Identifiant 010776593 Dernière valeur connue et publiée à la date de la révision. L'indice est consultable sur le site de l'Insee.

IP0 = indice IPPAP - Indice des prix des produits agricoles à la production (IPPAP) - Indice général - Mensuelle - Base 100 en 2020 - Données brutes – Identifiant 010776593 en vigueur le 1er jour du mois de calendrier qui précède celui de la signature de l'offre finale

IC = indice ICHT-I - Indice des salaires mensuels de base - A17-IZ - Hébergement et restauration. Identifiant 001565191. Dernière valeur connue et publiée à la date de la révision . L'indice est consultable sur le site de l'Insee.

IC0 = indice ICHT-I - Indice des salaires mensuels de base - A17-IZ - Hébergement et restauration. Identifiant 001565191 en vigueur le 1er jour du mois de calendrier qui précède celui de la signature de l'offre finale



Il appartient au Titulaire de faire parvenir à l'UCANSS, à chaque date anniversaire, les nouveaux prix révisés accompagnés du calcul détaillé de la formule de révision ayant servi à leur établissement.

L'UCANSS vérifiera les éléments transmis et les validera.

La révision de prix ne pourra être appliquée sur facture qu'après la validation de l'UCANSS.

Les prix révisés seront alors fermes pour une nouvelle année, la même procédure étant reconduite jusqu'à la fin du marché.

Les prix révisés ne sont applicables qu'aux prestations réalisées après la date de révision (elle ne s'applique pas aux prestations en cours).

Le coefficient de la formule de révision, les calculs intermédiaires et finaux seront effectués au millième supérieur.

Pour chacun de ces calculs, les arrondis seront traités de la façon suivante :

- si la troisième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- si la troisième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

Les nouvelles annexes financières qui découleront de cette révision se substitueront aux documents précédents sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant.

Dans le cas où les indices ci-dessus viendraient à cesser, les deux parties se mettraient d'accord pour les poursuivre sur d'autres bases, sans qu'il puisse en résulter ouverture d'un droit à indemnité de part ou d'autre. Le changement des indices pourra se faire par courrier.

SECTION 10 - MODALITÉS DE FACTURATION ET DE PAIEMENT

10.1 Modalités de facturation

Le Titulaire adresse sa facture en double exemplaire, un original et un duplicata, par tout moyen permettant de donner une date certaine à sa réception.

Elles sont transmises soit via le service de dématérialisation des factures Chorus Pro, soit par courrier électronique (srb@ucanss.fr).

Concernant la livraison et l'installation du distributeur/réfrigérateur connecté, la facture est émise par le Titulaire une fois l'admission des prestations commandées intervenue dans les conditions prévues à la section « Vérification et admission des prestations » du présent C.C.A.P.

La location et la maintenance du distributeur/réfrigérateur connecté fera l'objet d'une facturation mensuelle.

Les factures doivent comporter, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- les nom, adresse et le numéro Siret du Titulaire ;
- la référence et l'intitulé du marché ;
- la référence de l'ordre de service (pour la livraison et l'installation du distributeur/réfrigérateur connecté) ;
- la date d'établissement et le numéro de la facture ;

- l'intitulé et le numéro de compte bancaire du Titulaire ;
- la désignation des prestations réalisées ;
- la date d'exécution des prestations ;
- le montant H.T., le taux et le montant de la T.V.A., le montant T.T.C. des prestations réalisées ;
- le service destinataire de la facture.

La première facture devra être accompagnée d'un RIB original.

10.2 Modalités de transmission des factures par Chorus pro

Le Titulaire a le choix entre trois modes de transmission des factures :

1. Mode portail : le Titulaire peut utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> afin de :
 - déposer ses factures sur le portail ;
 - saisir directement ses factures.

2. Mode service ou API (Application Programming Interface)

Chorus pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers. L'émetteur de la facture s'identifie via les API et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro tel que le dépôt ou la saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et le téléchargement de pièces complémentaires, etc.

3. Mode EDI (Échange de données informatisées)

Le Titulaire peut envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier. Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus Pro, soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation.

Les factures dématérialisées comportent impérativement les références du marché, de l'ordre de service et le numéro SIRET de l'UCANSS (784 621 435 000 48).

10.3 Modalités de paiement – intérêts moratoires

Conformément à l'article R. 2192-10 du Code de la commande publique, le délai global de paiement est fixé à 30 jours à compter de la réception de la facture, sous réserve de la conformité de la facture au bon de commande concerné.

Le mode de règlement est le virement bancaire.

En vertu de l'article L. 2192-13 du Code de la commande publique, lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'échéance prévue au marché ou à l'expiration du délai de paiement, le Titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et à l'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement prévus aux articles R. 2192-31 à 36 du Code de la commande publique.

En application de l'article D. 2192-35 du Code de la commande publique, le montant de l'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Conformément à l'article R. 2192-31 du Code de la commande publique, les intérêts moratoires qui pourront être dus seront calculés sur la base du taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes,



en vigueur au 1^{er} jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

En application de l'article R. 2192-36 du Code de la commande publique, les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont réglés au Titulaire dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

L'ordonnateur chargé d'émettre les titres de paiement est la Directrice de l'UCANSS. Le comptable assignataire des paiements est le Directeur Comptable et Financier de l'UCANSS.

SECTION 11 - RÉCLAMATIONS

Dans le cadre d'une réclamation effectuée par l'UCANSS, le Titulaire du marché recevra un courrier et/ou courriel détaillant les modalités de dysfonctionnement relatives à la commande ou à l'exécution des prestations.

A ce titre, le Titulaire du marché devra justifier par écrit dans un délai de 10 jours des mesures prises pour y remédier.

SECTION 12 - PÉNALITÉS APPLICABLES

12.1 Dispositions générales

Les pénalités peuvent être appliquées dès lors qu'un manquement ou un retard est constaté dans l'exécution des prestations par le Titulaire.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du C.C.A.G.-F.C.S., les pénalités sont forfaitaires et sont appliquées sans mise en demeure préalable. Les pénalités ne sont pas révisables.

L'UCANSS informe le Titulaire du ou des manquements constatés et/ou de ce retard par tout moyen permettant de donner une date certaine de réception.

Le décompte des pénalités est notifié au Titulaire qui peut présenter ses observations à l'UCANSS dans un délai de 8 jours calendaires à compter de la notification de ce décompte. Passé ce délai, le Titulaire est réputé avoir accepté les pénalités.

La somme des pénalités est imputée sur les sommes dues au Titulaire au titre de l'exécution des prestations pour l'ensemble du marché.

Le paiement des pénalités n'est pas libératoire.

L'application de pénalités n'exclut pas la possibilité de résilier le marché dans les conditions définies dans la section 27 du présent C.C.A.P. En cas de résiliation du marché, les pénalités de retard sont éventuellement appliquées jusqu'à la veille incluse du jour de la date d'effet de la résiliation.

12.2 Pénalités

Pénalité	Montant
Quantité et Variété de l'offre non respectée	150 € par manquement constaté si le Titulaire ne se conforme pas aux exigences du C.C.T.P. concernant la quantité totale



	minimale de repas et la variété journalière requise.
Non-respect de l'heure limite pour le réapprovisionnement du distributeur/réfrigérateur connecté	100 € forfaitaire à compter du 4ème retard constaté dans le mois. L'heure limite est fixée au C.C.T.P.
Pénalité liée à une non-conformité technique	50 € par manquement constaté en cas d'absence d'étiquetage, d'informations incomplètes sur le produit, ou de présence d'un prix non contractuel.
Proposition à la vente de produits en DLC dépassée	30 € par produit présenté dont la DLC est dépassée.
Dépassement du délai d'indisponibilité du distributeur/réfrigérateur connecté	50 € par heure de retard en cas de dépassement du délai d'indisponibilité.
Entretien insuffisant du distributeur/réfrigérateur connecté mis à disposition	100 € par jour ouvré, en cas de dépassement du délai de nettoyage après signalement.
Retard dans la livraison du distributeur/réfrigérateur connecté en fonction du délai décrit dans l'offre	50 € par jour ouvré de retard.

12.3 Pénalités pour cause imputable à l'UCANSS

Si les délais d'exécution ne sont pas respectés pour une cause imputable à l'UCANSS, les pénalités prévues ci-dessus ne seront pas appliquées.

Le retard imputable à l'UCANSS, sera constaté dans une attestation établie par l'Ordonnateur de l'UCANSS, laquelle :

- indiquera la cause faisant obstacle à l'exécution de la prestation dans le délai contractuel et reconnaîtra que le retard lui est imputable ;
- définira la durée de la prolongation du délai contractuel nécessaire.

12.4 Pénalités pour travail dissimulé

Des pénalités peuvent être infligées par l'UCANSS au Titulaire si ce dernier ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail. Le montant des pénalités prévues au titre du marché est égal à 500 euros. L'application de ces pénalités est indépendante du montant des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du travail.



12.5 Pénalités en cas de méconnaissance de la réglementation en matière de protection des données personnelles

Par application de l'article 5.2.3 du C.C.A.G.-F.C.S., la méconnaissance de la réglementation en matière de protection des données à caractère personnel, entraîne l'application d'une pénalité de 500 euros pour chaque manquement constaté.

12.6 Non-exonération de pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.3. du C.C.A.G.-F.C.S., le Titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 euros pour l'ensemble du marché.

SECTION 13 - DISPOSITIONS RELATIVES À LA SOUS-TRAITANCE

Le régime de la sous-traitance est régi par les dispositions des articles R. 2193-1 à R. 2193-16 du Code de la commande publique.

Le Titulaire du marché qui envisage de sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché devra en faire la demande à la Directrice de l'UCANSS.

La sous-traitance de certaines parties du marché est admise sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par la Directrice de l'UCANSS et l'agrément de ses conditions de paiement.

La sous-traitance de la totalité du marché est interdite.

Si le Titulaire omet volontairement ou non de mentionner la sous-traitance envisagée, le marché sera résilié de plein droit à ses frais et risques.

Il est précisé que le Titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché vis-à-vis de l'UCANSS.

L'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont demandés dans les conditions suivantes :

1° Dans le cas où la déclaration de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre, le candidat fournit à l'acheteur une déclaration mentionnant :

- a - la nature des prestations sous-traitées ;
- b - le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- c - le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- d - les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- e - les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie.

Le candidat remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il n'est pas placé dans un cas d'exclusion mentionné au chapitre 1er du titre IV du Code de la commande publique.

La notification du marché emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

2° Dans le cas où la demande est présentée après la notification du marché, le Titulaire remet à l'acheteur contre récépissé ou lui adresse par lettre recommandée, avec demande d'avis de

réception, un acte spécial de sous-traitance contenant les renseignements mentionnés au 1°.

Le Titulaire établit en outre qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'article R. 2193-22 du Code de la commande publique, en produisant, lorsque les dispositions du chapitre 1er du titre IX du Code de la commande publique s'appliquent au marché, soit l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement des créances.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont constatés par un acte spécial de sous-traitance signé des deux parties. Les éléments figurant dans l'acte spécial de sous-traitance doivent être identiques à ceux mentionnés dans le 1°.

Dispositions applicables aux sous-traitants :

Dans le cas de la prise en charge d'une partie de la prestation par un sous-traitant, le Titulaire devra préciser :

- l'organisation précise de la prestation ;
- les responsabilités de chacun, Titulaire et sous-traitant, le Titulaire restant seul responsable vis-à-vis de l'UCANSS ;
- les références communes sur ce type de prestation.

En tout état de cause, une déclaration de sous-traitance devra être produite à l'UCANSS, qui se réserve le droit de refuser le sous-traitant si celui-ci ne devait pas apporter des garanties suffisantes pour assurer la mise en œuvre des mesures de sécurité et de confidentialité mentionnées à l'article 34 de la loi modifiée n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

En cas d'acceptation par l'UCANSS de la sous-traitance, le Titulaire s'engage à conclure un engagement de sécurité et de confidentialité reprenant les obligations prévues au présent marché en matière de sécurité et de confidentialité et à le communiquer à l'UCANSS.

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros T.T.C., le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par l'UCANSS, est payé directement par l'UCANSS, pour la partie du marché dont il assure l'exécution.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée à l'UCANSS au Titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du Titulaire contre récépissé. Il libelle les factures au nom du Titulaire et transmet à ce dernier les originaux à l'occasion de la demande de paiement.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement à l'UCANSS accompagnée du double des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le Titulaire a bien reçu la demande ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

Le Titulaire dispose d'un délai de 15 jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part au sous-traitant et d'autre part, à l'UCANSS.

En cas d'accord, le Titulaire du marché joint en double exemplaire à la facture une attestation indiquant la somme à régler par l'UCANSS au sous-traitant concerné. Cette somme tient compte de tous les éléments financiers pouvant affecter le règlement financier de la sous-traitance. Il reprend dans la facture qu'il adresse à l'UCANSS pour le règlement de ses propres

prestations, les prestations sous-traitées en les faisant apparaître distinctement.

L'UCANSS procède au paiement du sous-traitant dans le délai de 30 jours. Ce délai court à compter de la réception par l'UCANSS de l'accord total ou partiel du Titulaire sur le paiement demandé par le sous-traitant ou de l'expiration du délai mentionné de 15 jours cité précédemment si, pendant ce délai, le Titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par l'UCANSS de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

L'UCANSS informe le Titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

SECTION 14 - CLAUSES D'EXÉCUTION FINANCIÈRE

14.1 Retenue de garantie

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie.

14.2 Avances

Le Titulaire du marché peut demander une avance dans les conditions prévues aux articles R. 2191-3 à R. 2191-19 du Code de la commande publique.

L'avance est accordée lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € H.T. et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois. Cette avance est calculée sur la base du montant du marché public diminué, le cas échéant, du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Le Titulaire peut refuser le versement de l'avance.

Lorsque la durée du marché est inférieure ou égale à douze mois, le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant initial toutes taxes comprises du marché.

Lorsque la durée du marché est supérieure à douze mois, le montant de l'avance est fixé à 5 % d'une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du marché divisé par sa durée exprimée en mois.

Lorsque le Titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique, le taux minimal de l'avance est porté à 30 %.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au Titulaire par précompte sur les sommes dues à titre d'acompte ou de règlement partiel définitif ou de solde. Il doit en tout état de cause être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le Titulaire atteint 80 % du montant T.T.C. des prestations qui lui sont confiées.

14.3 Acomptes

Les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution des prestations ouvrent droit à des acomptes. Le montant de l'acompte ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte. Afin de pouvoir obtenir le versement d'un acompte, le Titulaire produira un décompte des prestations réalisées afférentes à sa demande d'acompte, qui sera vérifié et accepté par l'UCANSS.

Chaque acompte fait l'objet d'une demande de paiement dans les conditions définies à la

section 10 du présent C.C.A.P.

Conformément à l'article R. 2191-22 du Code de la commande publique, la périodicité du versement des acomptes est fixée au maximum à trois mois.

SECTION 15 - CESSION OU NANTISSEMENT DE CRÉANCES

Les créances nées ou à naître dans le cadre du marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles R. 2191-35 à R. 2191-63 du Code de la commande publique.

La personne habilitée à fournir les renseignements mentionnés à l'article R. 2191-62 du Code de la commande publique est le Directeur Comptable et Financier de l'UCANSS ou son représentant habilité.

SECTION 16 - CHANGEMENT DE SITUATION DU TITULAIRE

16.1 Dispositions générales

Le Titulaire est tenu de notifier sans délai à l'UCANSS, les modifications survenant au cours de l'exécution du marché conclu sur leur fondement et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- à son relevé d'identité bancaire ;
- et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement du Titulaire pouvant influencer sur l'exécution du marché.

16.2 Changement sans création d'une nouvelle personne morale ou physique

Tout changement de raison sociale ou de dénomination sociale, de siège social ou de domicile du compte à créditer, doit être notifié par lettre recommandée avec accusé de réception à l'UCANSS.

Cette notification doit être appuyée du nouveau R.I.B., et selon les cas, soit d'une copie du procès-verbal relatant la décision de l'Assemblée générale de la société, soit d'une copie de l'extrait du journal d'annonces légales.

16.3 Changement entraînant la création d'une nouvelle personne morale ou physique

Lorsque le changement entraîne la création d'une nouvelle personne morale (fusion, absorption, cession, reprise de société dans le cadre d'une liquidation judiciaire, etc.) ou d'une nouvelle personne physique, il convient d'établir un avenant de transfert entre l'UCANSS et le nouveau Titulaire.

La passation d'un avenant de transfert concrétise l'accord de l'UCANSS sur la poursuite de l'exécution du marché par une nouvelle personne morale. Cet avenant comportera les signatures du cessionnaire et du cédant.

Le nouveau Titulaire doit apporter la preuve qu'il peut assurer la continuité du marché.



Le pouvoir adjudicateur vérifie d'une part que le nouveau Titulaire dispose des moyens financiers et techniques lui permettant d'assurer la continuité du marché, vérifie la régularité des certificats attestant de sa situation fiscale et sociale et s'assure de l'absence de liens juridiques ou financiers incompatibles avec l'exécution du marché.

Si le Titulaire méconnaît cette obligation, le pouvoir adjudicateur ne saurait être tenu pour responsable des retards de paiement des factures présentant une anomalie par comparaison aux indications figurant dans les actes constitutifs du marché, du fait de modifications intervenues au sein de la société et dont le pouvoir adjudicateur n'aurait pas été informé.

L'UCANSS est en droit de refuser le changement de Titulaire, lequel par ailleurs ne doit pas trouver dans un cas d'exclusion mentionné aux articles L. 2141-1, L. 2141-2, L. 2141-3, L. 2141-5 et aux 1° et 3° de l'article L. 2141-4 du Code de la commande publique.

SECTION 17 - MODIFICATION DU MARCHÉ

Conformément aux dispositions de l'article R. 2194-7 du Code de la commande publique, le marché pourra être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence lorsque les modifications, quel que soit leur montant, ne sont pas substantielles.

En conséquence, cette modification ne saurait, soit :

1° introduire des conditions qui, si elles avaient été incluses dans la procédure de passation initiale, auraient attiré davantage d'opérateurs économiques ou permis l'admission d'autres opérateurs économiques ou permis le choix d'une offre autre que celle retenue ;

2° modifier l'équilibre économique du marché en faveur du Titulaire d'une manière qui n'était pas prévue dans le marché initial ;

3° modifier considérablement l'objet du marché ;

4° avoir pour effet de remplacer le Titulaire initial par un nouveau Titulaire en dehors des hypothèses prévues à l'article R. 2194-6 du Code de la commande publique.

Le marché pourra être modifié après transmission des justificatifs par le Titulaire et après silence gardé par le pouvoir adjudicateur au-delà de 8 jours ouvrés à compter de cette réception sans qu'il soit besoin de l'acter par avenant dans les cas suivants :

- changement de la dénomination sociale de l'entreprise ;
- changement des coordonnées bancaires de l'entreprise ;
- changement d'adresse.

SECTION 18 - POURSUITE DES PRESTATIONS

En aucun cas et pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre l'UCANSS et le Titulaire du marché ne pourront être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension, même momentanée, des prestations à effectuer.

Le marché est conclu et exécuté de bonne foi et dans le respect du principe de loyauté des relations contractuelles.



SECTION 19 - SÉCURITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES

Dans l'hypothèse où les informations et documents mis à la disposition du prestataire en vue de réaliser les prestations contiendraient certains éléments confidentiels, le prestataire s'engage à maintenir le caractère confidentiel des informations qui lui seront transmises.

Si des données à caractère personnelles devaient être communiquées au prestataire dans le cadre de l'exécution des prestations, les parties s'accordent expressément par la présente sur les points suivants :

- elles s'engagent à respecter la législation et la réglementation applicables en matière de protection des données personnelles, notamment le Règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données personnelles et à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 dans sa dernière version en vigueur ;
- le prestataire traitera ces données personnelles en tant que Sous-traitant, sur instructions documentées (description du traitement, nature des opérations réalisées sur les données personnelles, finalité(s) du traitement, durée du traitement, données personnelles traitées, catégories de personnes concernées, contact du DPO) que l'UCANSS, Responsable de traitement, s'oblige à communiquer avant tout traitement ;
- le prestataire prendra des mesures techniques et organisationnelles appropriées pour protéger les données personnelles contre la destruction, la perte, l'altération, la divulgation non autorisée à de telles données, et ce compte tenu de l'état de l'art et de la technique ;
- le prestataire informera l'UCANSS dans les meilleurs délais après avoir eu connaissance d'une violation de données ;
- à l'expiration du contrat et sur instruction de l'UCANSS, le prestataire supprimera les données personnelles.

SECTION 20 - CONFIDENTIALITÉ

Les informations et données fournies par le pouvoir adjudicateur sont strictement confidentielles et couvertes par le secret professionnel (article 226-13 du Code pénal). Elles sont soumises à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

L'obligation de confidentialité s'impose au Titulaire et s'étend à tous les renseignements et documents de quelle que nature que ce soit (commerciaux, industriels, techniques, financiers, etc.) dont le Titulaire, ses salariés, collaborateurs et sous-traitants éventuels auraient eu connaissance durant l'exécution du marché.

Le Titulaire s'engage, notamment, à :

- ne pas utiliser les informations, documents et fichiers informatiques transmis par le pouvoir adjudicateur à des fins autres que celles spécifiées dans le marché ;
- ne pas communiquer les livrables réalisés, les documents, informations et fichiers transmis par le pouvoir adjudicateur à d'autres personnes morales ou physiques,



privées ou publiques, que celles qui ont qualité pour en connaître, à savoir le pouvoir adjudicateur et le personnel chargé par le Titulaire d'exécuter les prestations ;

- ne conserver aucune copie des documents et des fichiers informatiques remis par le pouvoir adjudicateur et les restituer à ce titre à l'issue du marché ;
- prendre toutes les mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques qui seraient utilisés dans le cadre du marché.

Le Titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par son personnel et par ses sous-traitants éventuels.

En outre, le Titulaire s'engage à reconstituer les documents et fichiers qui lui sont remis et qui viendraient à être perdus ou auraient été rendus inutilisables par sa faute, sous réserve que le pouvoir adjudicateur lui fournisse les données nécessaires à leur reconstitution.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour s'assurer du respect de ces obligations tant par le Titulaire que par ses sous-traitants éventuels.

SECTION 21 - DEVOIR DE CONSEIL

Le Titulaire a un devoir de conseil, de recommandations et de mise en garde envers l'UCANSS pour ce qui concerne l'ensemble des prestations objet du marché.

Les conseils, mises en garde et recommandations devront être formulés par écrit et transmis à l'UCANSS.

SECTION 22 - RESPONSABILITÉ ET ASSURANCE

22.1 Responsabilité

Le Titulaire assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations.

Les dommages de toute nature causés au personnel et aux biens de l'UCANSS par le Titulaire qu'il s'agisse de son personnel ou de toute personne qui interviendrait pour son compte, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du Titulaire.

Il garantit l'UCANSS contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux dans lesquels il intervient, y compris le recours des tiers.

Les dommages causés au personnel ou aux biens du Titulaire par l'UCANSS du fait de l'exécution du marché, sont à la charge de l'UCANSS.

22.2 Assurance

Le Titulaire déclare qu'il a souscrit une assurance traiteur avec une garantie responsabilité civile professionnelle, pour tous les dommages tant corporels que matériels ou immatériels et s'engage à maintenir pendant toute la durée du marché l'assurance en cause et à avertir immédiatement l'UCANSS de toute difficulté qui pourrait survenir.

Le Titulaire devra en particulier veiller à ce que cette assurance couvre tous les dommages pouvant intervenir dans le cadre de l'exécution des prestations. Il s'engage à payer



régulièrement les primes correspondantes et à justifier de la régularité de sa situation à toute demande de l'UCANSS.

Dans le cas où l'UCANSS le demande, le Titulaire a l'obligation de fournir une attestation de cette assurance indiquant le type de garantie, la nature des risques et sa période de validité dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande.

Si le Titulaire ne souscrit pas à cette obligation d'assurance, il est tenu de dédommager l'UCANSS, ou toute autre victime à ses frais pour les dommages qui auront pu survenir.

SECTION 23 - RÉGULARITÉ DE LA SITUATION FISCALE ET SOCIALE - DISPOSITIF DE VIGILANCE

En vertu des articles R. 2143-7 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, il sera demandé au Titulaire, de remettre à l'UCANSS tous les six mois à compter de la date de notification du marché et jusqu'à la fin de son exécution :

- les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents attestant que le candidat a souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale ou sociale ou qu'il a acquitté les impôts, taxes contributions ou cotisations sociales exigibles. La liste de ces impôts, taxes, contributions et cotisations sociales devant donner lieu à la délivrance de ces certificats ainsi que la liste des administrations et organismes compétents figurent dans l'arrêté 22 mars 2019 « fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique ».

- le numéro unique d'identification (SIREN) permettant d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1° de l'article R. 2143-13 ou, si le candidat est étranger, un document délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente de son pays d'origine ou d'établissement, attestant de l'absence de cas d'exclusion mentionnés à l'article L. 2141-3 du Code de la commande publique ;

- la pièce mentionnée aux articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers employés par l'entrepreneur et soumis à autorisation de travail mentionnée aux articles L. 5221-1, 3 et 11 du Code du travail. Cette liste doit préciser, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail. Cette liste est également exigée en cas de sous-traitance ;

- le cas échéant, les pièces mentionnées aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 du Code du travail ;

Lorsque les autorités compétentes du pays d'origine ou d'établissement du Titulaire ne délivrent pas les documents justificatifs équivalents à ceux mentionnés ci-dessus, ils peuvent être remplacés par une déclaration sous serment ou, dans les pays où une telle procédure n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié de son pays d'origine ou d'établissement.

Si les documents sont rédigés dans une autre langue que le français, le Titulaire devra joindre une traduction française de ces documents.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le Titulaire sur la plateforme en ligne, mise à disposition gratuitement, par e-atteestation, à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com>



A défaut, le marché pourra être résilié aux torts du Titulaire. Ainsi l'UCANSS pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du Titulaire.

En cas d'inexactitude ou de non-production des documents et renseignements, le marché peut être résilié dans les conditions prévues à la section 29 du présent C.C.A.P. pour faute du Titulaire.

SECTION 24 - LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULÉ

Conformément à l'article 93 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit, si le Titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail, des pénalités lui seront infligées sous réserve qu'elles n'excèdent pas celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du travail.

L'UCANSS informée par écrit par un agent de contrôle de la situation irrégulière du Titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du Code du travail, enjoindra aussitôt le Titulaire de faire cesser cette situation. Le Titulaire ainsi mis en demeure devra apporter à l'UCANSS la preuve qu'il a mis fin à la situation délictueuse.

L'UCANSS transmettra, sans délai, à l'agent auteur du signalement les éléments de réponse communiqués par le Titulaire ou l'informera d'une absence de réponse.

A défaut de correction des irrégularités signalées dans un délai mentionné par l'UCANSS, cette dernière en informera l'agent auteur du signalement et pourra appliquer les pénalités prévues par le marché ou résilier celui-ci sans indemnité, aux frais et risques du Titulaire.

SECTION 25 - PRESTATIONS SIMILAIRES

L'UCANSS se réserve la possibilité de confier au Titulaire du marché, en application de l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées, sans publicité ni mise en concurrence préalables.

Le Titulaire s'engage à proposer à l'UCANSS des prestations similaires à des prix n'excédant pas ceux du marché.

SECTION 26 - RÉSILIATION DU MARCHÉ

Sous réserve de l'application des sections du présent C.C.A.P., les conditions et les modalités de résiliation applicables au marché sont prévues au chapitre 7 du C.C.A.G.-F.C.S. Sous réserve des stipulations particulières mentionnées ci-après, la résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

26.1 Résiliation aux torts du Titulaire

Outre les cas prévus l'article 41 du C.C.A.G.-F.C.S., la résiliation du marché peut être prononcée, pour faute du Titulaire en cas :

- de non-respect des dispositions contractuelles prévues au présent C.C.A.P. et au C.C.T.P. ;



- d'entrave durant l'exercice du contrôle des prestations effectué par l'UCANSS décrit à l'article 6.4.4 du présent C.C.A.P. ;
- de non-respect de l'obligation d'information de changement de situation prévue à la section 16 du présent C.C.A.P. ;
- de non-respect de l'obligation de confidentialité décrite à la section 20 du présent document ;
- de manquements aux formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail ;
- d'inexactitude ou de refus de produire les documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-7 à R. 2143-10 du Code de la commande publique.

La décision de résilier le marché aux torts du Titulaire est notifiée au Titulaire par lettre recommandée avec avis de réception.

Une mise en demeure préalable, assortie d'un délai d'exécution de 20 jours ouvrés, est notifiée au Titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception et précise le manquement aux obligations contractuelles et mentionne la sanction envisagée. Si la mise en demeure est infructueuse, le marché est résilié par l'UCANSS, aux torts du Titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité.

En cas de résiliation du marché aux torts du Titulaire, l'UCANSS exige la réalisation de toutes les prestations en cours d'exécution dans le cadre du marché.

En outre, le pouvoir adjudicateur pourra résilier le marché, aux torts du Titulaire à tout moment et sans indemnité, si les prestations réelles s'avéraient différentes des prestations définies dans le C.C.T.P. et le Bordereau de prix, par décision du pouvoir adjudicateur avec date d'effet, envoyée en recommandé avec accusé de réception précédée d'une mise en demeure.

26.2 Résiliation du marché dans le cas de circonstances particulières

La résiliation du marché peut être prononcée en cas de circonstances particulières mentionnées à l'article 39 du C.C.A.G.-F.C.S. (décès ou incapacité civile du Titulaire, sauvegarde, redressement judiciaire ou liquidation judiciaire, incapacité physique du Titulaire). Ces circonstances n'ouvrent pas droit à indemnité.

26.3 Résiliation du marché en cas de difficultés d'exécution

En application de l'article 40.1 du C.C.A.G.-F.C.S., l'UCANSS peut prononcer la résiliation du marché en cas de difficultés techniques particulières rencontrées par le Titulaire au cours de l'exécution des prestations.

La résiliation peut être prononcée également par l'UCANSS si le Titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure.

La résiliation du marché est notifiée au Titulaire, par lettre recommandée avec avis de réception, laquelle indique la date effective de résiliation. Elle n'ouvre droit à aucune indemnité.

26.4 Résiliation pour motif d'intérêt général

La résiliation du marché peut être prononcée sans faute du Titulaire, pour un motif d'intérêt général, en respectant un préavis de deux mois avant la date anniversaire de la notification du marché. Cette résiliation n'ouvre droit à aucune indemnisation, par dérogation à l'article 42 du C.C.A.G.-F.C.S.

SECTION 27 - DROIT, LANGUE ET MONNAIE

Le droit français est seul applicable au présent marché.

Le Titulaire emploie la langue française dans tous ses échanges avec l'UCANSS, quel qu'en soit le support (factures, documents, bilans, livrables, correspondances écrites ou orales).

Les prix des prestations sont formulés et payés en euros.

SECTION 28 - LITIGES ET CONTENTIEUX

L'UCANSS est un organisme privé chargé d'une mission de service public.

Tout différend fera l'objet d'une tentative de règlement amiable.

En cas de litige résultant de l'application des clauses du marché, la loi française est seule applicable.

En cas de litige, les parties contractantes peuvent recourir à l'arbitrage, tel qu'il est réglé par le livre IV relatif à l'arbitrage du nouveau Code de procédure civile.

Si les parties ne sont pas parvenues à un règlement du différend soit par la voie amiable décrite aux 1 à 3 de l'article 46 du C.C.A.G.-F.C.S., soit par le recours aux voies de règlement décrites au 4 dudit article 46, le tribunal compétent sera, par dérogation au 5 dudit article 46, le Tribunal judiciaire de Paris.

SECTION 29 - DÉROGATIONS AU C.C.A.G.-F.C.S.

Le C.C.A.P. déroge à certains articles du C.C.A.G.-F.C.S. indiqués comme suit :

Section du C.C.A.P.	Titre	Déroge à l'article du C.C.A.G.-F.C.S.
3	Pièces contractuelles	4.1
8	Vérification et admission des prestations	27.3 28.2 30.2.1
12	Pénalités applicables	14.1.1 14.1.3
22.2	Assurance	9.2
26	Résiliation	42
28	Litiges et contentieux	46.5